

# La Deuxième guerre sans batailles : Dissuasion de l'Armée canadienne en Allemagne (1951-1993) et en Lettonie (2017- aujourd'hui)

## MAJOR BRYCE SIMPSON

*Le major Bryce Simpson, CD, est un officier blindé du Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians). En tant que subalterne, il a servi comme guide de troupe dans des escadrons de reconnaissance et de chars et comme contrôleur interarmées de la finale de l'attaque au sein du 1<sup>er</sup> régiment, Royal Canadian Horse Artillery, avant de retourner à son régiment en tant que capitaine de bataille d'escadron de chars, commandant adjoint, officier régimentaire des opérations et commandant. Il a été déployé dans le cadre de plusieurs opérations internationales, notamment en Lettonie en 2020, en tant que commandant adjoint de la compagnie de soutien des services de combat du groupement tactique eFP. Le major Simpson est titulaire d'un baccalauréat en histoire de l'université de Nipissing et d'une maîtrise en histoire militaire de l'université de Norwich.*

Alors que la guerre fait rage entre l'une des grandes puissances et ses ennemis soutenus par la grande puissance rivale dans ce qui est considéré comme l'une de ses périphéries vitales, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est de plus en plus préoccupée par la sécurité physique de ses États membres, tandis que les tensions continuent de monter en Extrême-Orient. Même les observateurs occasionnels de l'actualité reconnaîtront les conditions internationales de la guerre russo-ukrainienne (2014 à aujourd'hui), qui ont conduit l'OTAN à renforcer les États membres limitrophes de la Russie avec des brigades affectées par rotation. L'une d'entre elles est la brigade multinationale basée en Lettonie et dirigée par le Canada, qui fournit 2 200 soldats à la formation alliée.<sup>1</sup> Ces événements, associés aux tensions sino-américaines croissantes, contribuent à un monde de plus en plus caractérisé par la réapparition de ce que la nouvelle politique de défense du Canada—*Notre Nord, fort et libre*—appelle la « concurrence stratégique » entre les grandes puissances.<sup>2</sup> Toutefois, un observateur attentif de l'histoire reconnaîtra que la situation mondiale actuelle est, à prime abord, similaire à celle du début des années 1950, lorsque la guerre de Corée (1950-1953) faisait craindre que les alliés soviétiques de la Corée du Nord n'utilisent le conflit pour détourner les nations de l'alliance d'un assaut des forces soviétiques sur l'Europe de l'Ouest. Tout comme aujourd'hui, l'OTAN a réagi en consolidant ses forces de dissuasion conventionnelles le long de la frontière commune avec son adversaire le plus probable. En 1951, le gouvernement canadien s'est joint à ses alliés pour renforcer l'Europe en engageant une brigade en Allemagne de l'Ouest.

Cet article analyse l'engagement canadien en Lettonie en explorant l'expérience de l'armée canadienne dans la mise en place d'une force de dissuasion européenne en Allemagne.<sup>3</sup> Enfin, il mettra en évidence les parallèles historiques importants entre les deux missions, notamment en ce qui concerne l'intention stratégique, les problèmes de doctrine et d'équipement, les défis

en matière de maintien en puissance et les questions relatives au bien-être du personnel. Examiné en parallèle, cet article montre que l'armée d'aujourd'hui peut tirer des leçons de son expérience en Allemagne.<sup>4</sup> Cette analyse sera divisée en deux parties. La première partie présente un résumé chronologique de la brigade canadienne de l'OTAN en Allemagne de 1951 à 1993. Ce résumé est fortement redevable aux travaux antérieurs d'autres historiens, en particulier à l'ouvrage de Sean Maloney intitulé *War Without Battles : Canada's NATO Brigade in Germany* (dont le travail singulier sur le sujet a inspiré le titre de cet article), mais elle s'appuie également sur des rapports historiques aujourd'hui déclassifiés datant des premiers jours de l'engagement de l'armée en Allemagne. La deuxième partie utilisera une approche thématique pour examiner des aspects du déploiement allemand afin de mettre en lumière les leçons potentielles qui peuvent s'appliquer à l'engagement du Canada en Lettonie. Comme le titre du livre de Maloney, la situation actuelle des FAC en Lettonie peut être caractérisée comme une autre « guerre sans batailles ».

## PARTIE I : LA BRIGADE CANADIENNE EN ALLEMAGNE, 1951-1993

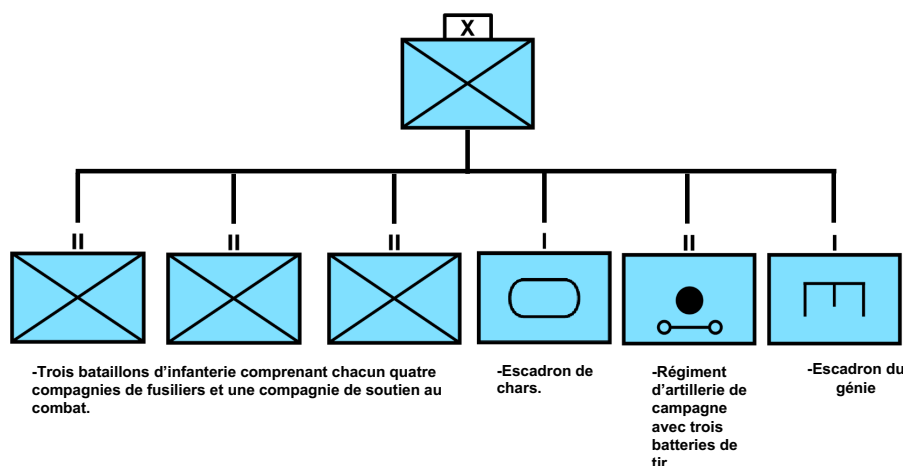
### *La genèse de la brigade*

En mai 1951, le gouvernement canadien accepte d'engager des forces terrestres et aériennes en Europe. Le contexte de cet accord était la guerre de Corée (1950-1953), qui faisait alors rage en Extrême-Orient, et les tensions accrues entre l'Occident et les Soviétiques, désormais dotés de l'arme nucléaire, en Europe. Les stratèges de l'OTAN s'inquiètent de la dispersion de la puissance militaire occidentale sur le théâtre coréen et, de fait, « beaucoup pensent que les opérations en Extrême-Orient ne sont qu'une feinte orchestrée par les Soviétiques pour que les maigres ressources militaires occidentales soient dépensées dans un conflit non concluant. »[TCO]<sup>5</sup> En fait, la guerre de Corée a militarisé

l'OTAN qui, jusqu'alors, n'était qu'une alliance informelle de plusieurs pays occidentaux. L'engagement d'un groupe-brigade impliquait l'envoi en Europe de 5 807 soldats et de leur base de remplacement, ce qui représentait une entreprise considérable pour l'armée canadienne d'après la Seconde Guerre mondiale, qui était alors peu nombreuse.<sup>6</sup> La force régulière se compose d'une seule brigade pour la défense du Canada, et l'armée a dû mettre sur pied une « force spéciale », composée principalement de nouvelles recrues et d'un grand nombre d'anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale, pour remplir ce qui s'avérera être la première de plusieurs rotations d'une brigade pour la Corée.<sup>7</sup> En outre, le groupe-brigade de l'OTAN, baptisé « 27<sup>e</sup> Groupe-brigade d'infanterie canadienne » (27<sup>e</sup> GBIC), devait être la tête d'avant-garde d'un engagement canadien beaucoup plus important en Europe si la Guerre froide « s'emballait », qui, une fois mobilisé, fournirait deux divisions d'infanterie dans les 30 à 180 jours suivant l'éclatement de la guerre.<sup>8</sup>

Malgré les défis importants, l'Armée canadienne a réussi la tâche herculéenne de pratiquement tripler le nombre de ses soldats actifs et d'envoyer les premiers éléments le 4 octobre 1951.<sup>9</sup> Elle se composait de trois bataillons d'infanterie, d'un escadron de chars, d'un régiment d'artillerie de campagne, d'un escadron de génie et de diverses unités de base et de soutien au combat.<sup>10</sup>

Figure 1 : État de départ – 27<sup>e</sup> Groupe-brigade d'infanterie du Canada (27<sup>e</sup> GBIC), 1951-1953



\*\*\*Seules les unités de combat et de soutien au combat sont représentées. La formation comprenait d'importants éléments de soutien au combat en plus des unités de base externes.

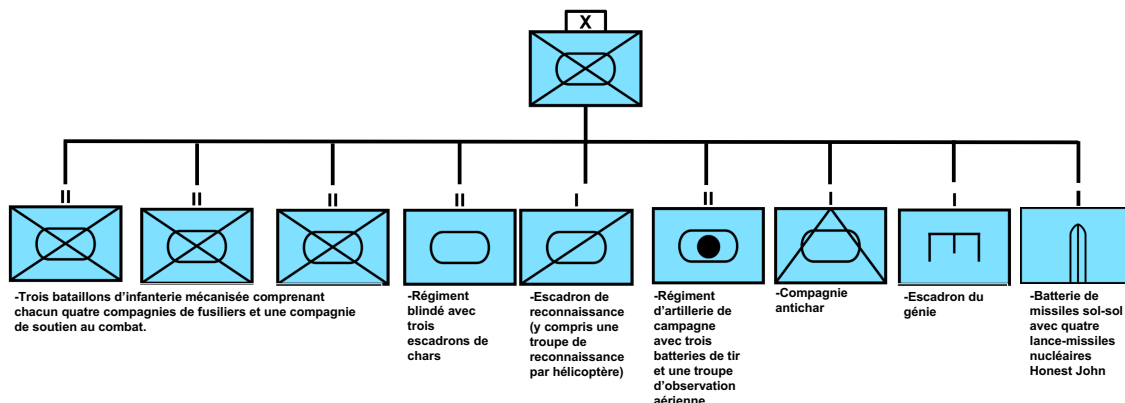
D'importants débats ont eu lieu sur la question de savoir dans quelle partie de l'Allemagne de l'Ouest la brigade devait être stationnée et, par conséquent, sous quel commandement : britannique ou américain. En bref, l'armée canadienne préférait être placée sous l'autorité de la British Army of the Rhine (BAOR). Parallèlement, l'Aviation royale canadienne fait pression pour que sa division aérienne soit placée dans la région centrale de la France et de l'Allemagne et intégrée aux forces américaines. Dans l'organisation militaire canadienne d'avant l'unification, les deux services ont obtenu gain de cause et le 27<sup>e</sup> GBIC a été déployé dans des bases de la région de Hanovre sous la BAOR.<sup>11</sup> Cependant, comme nous le verrons, les questions stratégiques les plus importantes concernant les bases et les dispositions de commandement n'ont jamais été entièrement résolues et, comme le souligne Maloney, « les problèmes qui allaient tourmenter la brigade au cours des quarante années suivantes ont pris naissance en 1951. »[TCO]<sup>12</sup>

### ***L'engagement du Canada à son apogée, 1951-1969***

Initialement, le 27<sup>e</sup> GBIC était censé être une force de rotation, le personnel étant remplacé après un ou deux ans.<sup>13</sup> Cependant, avec la stabilisation des engagements stratégiques en 1953, attribuable à la fin de la guerre de Corée et à la décision de maintenir l'engagement terrestre en Europe, l'armée, dans le cadre d'une expansion considérable des trois services, a opté pour un programme de rotation utilisant l'une des trois brigades récemment mises sur pied au Canada. Ainsi, le 1<sup>er</sup> GBIC a remplacé le 27<sup>e</sup> GBIC, tandis que les trois autres brigades sont restées au Canada.<sup>14</sup> Les bases temporaires de Hanovre ont été remplacées par dix sites permanents plus à l'ouest, dans la région de Soest.<sup>15</sup> Dans un premier temps, les rotations ont été effectuées par des brigades complètes, le 2<sup>e</sup> GBIC ayant remplacé le 1<sup>er</sup> GBIC en 1955, puis le 4<sup>e</sup> GBIC en 1957. Toutefois, en 1959, l'Armée a remplacé ce système par une rotation des unités individuelles sur une base de trois ans.<sup>16</sup> Ainsi, après sept courtes années, l'engagement terrestre du Canada auprès de l'OTAN s'est solidifié autour du 4<sup>e</sup> GBIC affecté en permanence, avec des garnisons établies et une infrastructure pour soutenir les personnes à charge.

Entre 1951 et 1969, les années ont été caractérisées par une croissance quasi constante des effectifs et de la capacité de combat de la brigade.

Figure 2 : La brigade de l'OTAN à son apogée – 4<sup>e</sup> Groupe-brigade mécanisé du Canada (4<sup>e</sup> GBMC), 1969



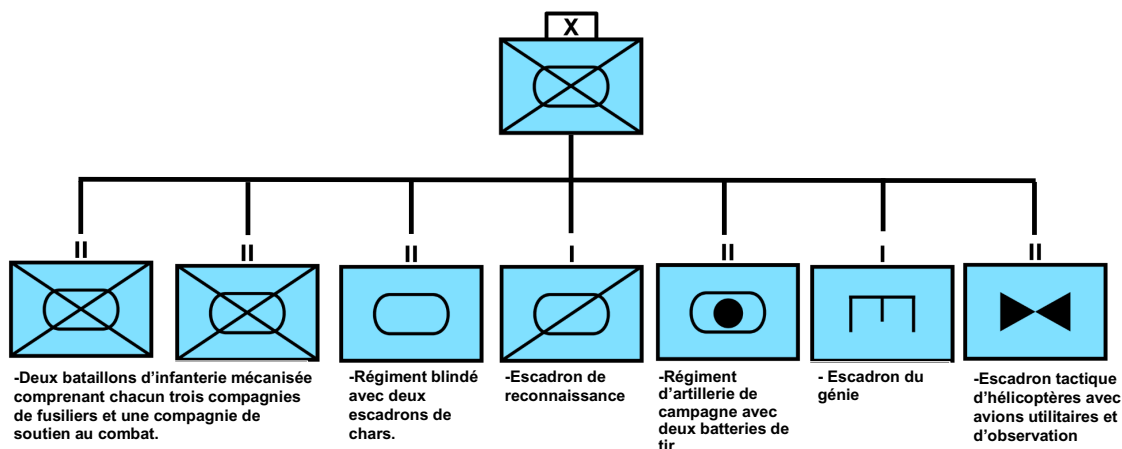
\*\*\*Seules les unités de combat et de soutien au combat sont représentées. La formation comprenait d'importants éléments de soutien au combat en plus des unités de base externes.

Maloney fournit une analyse détaillée de chacun de ces changements. Un résumé s'impose néanmoins : s'ajoutent, en 1957, un régiment blindé complet et un escadron de reconnaissance indépendant, une troupe d'observation aérienne en 1960, une troupe de reconnaissance par hélicoptère en 1962 et une compagnie antichar est créée en 1965.<sup>17</sup> Deux ajouts importants ont considérablement modifié les capacités et la structure de la brigade. Tout d'abord, pour suivre le rythme de la mécanisation croissante des armées, la brigade a reçu, entre 1965 et 1969, des véhicules blindés de transport de troupes et des obusiers automoteurs, ce qui lui a valu d'être rebaptisée « 4<sup>e</sup> groupe-brigade mécanisé du Canada » (4<sup>e</sup> GBMC).<sup>18</sup> Plus important encore, en 1961, la brigade se dote d'une capacité de lancement de missiles nucléaires tactiques grâce à quatre missiles « Honest John » de la 1<sup>re</sup> Batterie de missiles sol-sol de l'Artillerie royale canadienne.<sup>19</sup> En raison de ces augmentations continues, en 1969, l'engagement terrestre canadien auprès de l'OTAN était considéré comme l'équivalent d'une petite division ou d'une division « légère ». Elle constituait 15 % de la force terrestre de la BAOR et 20 % de sa puissance de feu nucléaire.<sup>20</sup> L'importance démesurée de cette force créait des problèmes politiques une fois qu'il aurait été décidé de la réduire et de la déplacer.

### Réduction, revitalisation et retraite, 1970-1993

En 1969, le gouvernement canadien a apporté des changements majeurs à son tableau des effectifs militaires, notamment en réduisant la taille de la brigade de l'OTAN de près de 6 000 personnes à 2 800.<sup>21</sup>

Figure 3 : Après la réduction – 4<sup>e</sup> Groupe tactique mécanisé du Canada, 1970

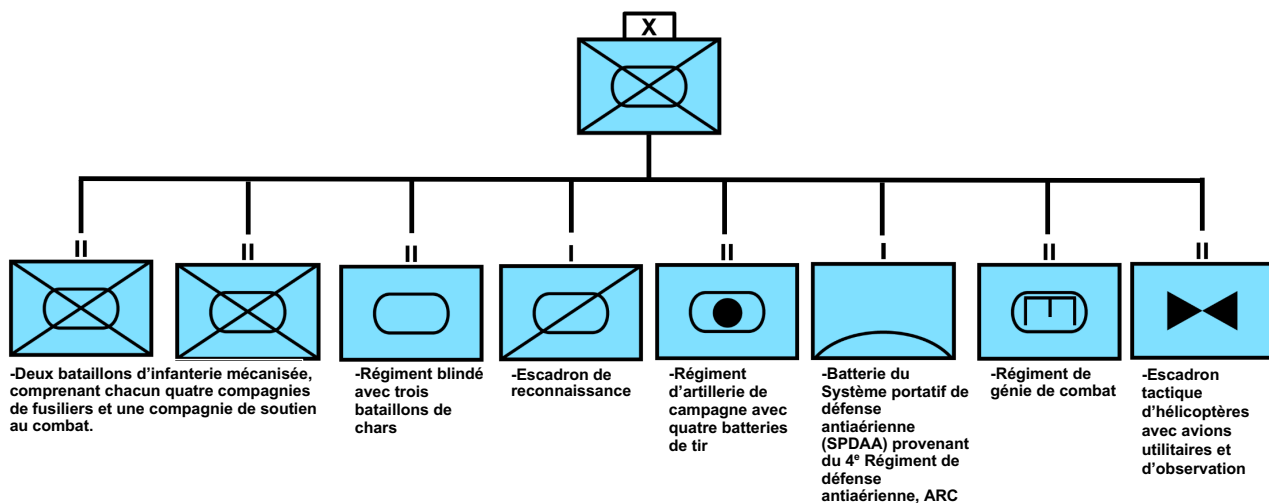


\*\*\*Seules les unités de combat et de soutien au combat sont représentées. La formation comprenait d'importants éléments de soutien au combat en plus des unités de base externes.

Cette décision controversée a eu des répercussions internationales. D'autres changements ont été apportés au rôle de la brigade : d'une tâche de première ligne dans le Groupe d'armées nord du Centre Europe (NORTHAG), les éléments de l'armée de terre et de l'armée de l'air ont été réaffectés au Groupe d'armées centre du Centre Europe (CENTAG), où la brigade a été affectée en tant que réserve, dans le cadre d'un corps américain ou allemand dans la région de Lahr.<sup>22</sup> Ce changement de rôle et de position a permis de réduire les coûts et devait être suivi d'une transformation en une force légère, aéromobile et mécanisée à une date ultérieure. Cependant, le nouveau rôle au sein du CENTAG était indéniablement moins visible, et ceci, combiné au fait que l'ambitieuse force légère aéromécanisée ne s'est jamais concrétisée, amène Maloney à décrire la brigade post-réduction comme « le nadir de son existence »[TCO].<sup>23</sup> Afin d'atténuer les retombées politiques de ces changements, le gouvernement a annoncé l'engagement d'une brigade sur le flanc nord de l'Europe, connue sous le nom de Brigade canadienne transportable par air et par mer (CTAM), même si, dès le départ, il était clair que les Forces canadiennes ne disposaient pas des ressources stratégiques nécessaires pour déplacer la brigade et ses aéronefs spécialisés sur le flanc nord.

Malgré sa relocalisation à Lahr dans le cadre du CENTAG, le 4<sup>e</sup> GBMC a continué à s'entraîner régulièrement et a rapidement retrouvé une partie de sa force de frappe. En 1979, le personnel basé en permanence en Europe était passé à 3 268 personnes.<sup>24</sup> Le Livre blanc sur la défense de 1987 annonçait l'ajout de 935 soldats supplémentaires, ce qui rapprochait les unités de brigade du tableau des effectifs de guerre.<sup>25</sup>

Figure 4 : La brigade à la fin de la Guerre froide – 4<sup>e</sup> Groupe-brigade mécanisé du Canada,



\*\*\*Seules les unités de combat et de soutien au combat sont représentées. La formation comprenait d'importants éléments de soutien au combat en plus des unités de base externes.

L'historien Peter Kasurak affirme que l'annulation de la tâche CTAM, la consolidation de l'engagement terrestre sur le front central et la réactivation de la 1<sup>re</sup> division canadienne—avec une brigade basée à l'avant qui, en cas de guerre, serait rejointe par une autre brigade canadienne et une brigade soit allemande ou américaine—sont le résultat d'un lobbying de longue haleine de la part des dirigeants de l'armée pour créer une « grande armée » sur le front central de l'OTAN plutôt que d'une situation stratégique significativement modifiée.<sup>26</sup> Quel que soit le degré de réalisme du déploiement ou du maintien en puissance d'une telle division pour l'Armée, le choix du moment est primordial et les événements internationaux ont mis fin à tout débat sur le sujet.

Avec la chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie qui s'en est suivi, la justification du stationnement permanent de forces terrestres et aériennes en Europe s'est évanouie. Kasurak qualifie cette période de « fin d'une époque et début d'une autre »[TCO] pour l'Armée, où l'engagement européen coûteux a rapidement été remis en question par le gouvernement.<sup>27</sup> À la fin de l'année 1991, le gouvernement a annoncé sa décision de retirer le 4<sup>e</sup> GBMC et toutes les unités de la brigade ont été dissoutes ou renvoyées au Canada en 1993.<sup>28</sup> Avec l'achèvement de ce retrait, la présence permanente de l'armée canadienne en Europe a connu une interruption d'un quart de siècle jusqu'en 2017 avec l'établissement du groupement tactique de la présence avancée renforcée en Lettonie (GT eFP) en Lettonie.

## PARTIE II : PARALLÈLES HISTORIQUES AVEC L'ENGAGEMENT DE LA LETTONIE

### *Dissuasion et crédibilité*

L'objectif de l'engagement historique envers l'Allemagne et de celui d'aujourd'hui en Lettonie était de dissuader toute agression contre le territoire européen, ce que la politique de défense actuelle considère comme « inextricablement lié au maintien de la sécurité et du

bien-être économique du Canada. »<sup>29</sup> La littérature sur la théorie de la dissuasion est vaste, et une grande partie est consacrée à la Guerre froide. Toutefois, il suffit ici de souligner que la dissuasion est un effort visant à dissuader ou à arrêter l'action de l'adversaire : soit par le *déni*, en démontrant la capacité de défendre une zone dont un adversaire pourrait autrement vouloir s'emparer, soit par la *menace de punition*, en faisant comprendre à un adversaire qu'une incursion locale peut avoir des conséquences cinétiques plus larges ou conduire à une escalade en temps de guerre.<sup>30</sup>

Bien entendu, dans les engagements allemand et letton, toute action hostile contre les territoires de l'OTAN défendus par le Canada serait sanctionnée par une escalade vers la guerre générale (une *menace de punition*), ce qui ferait de ces deux forces un « fil-piège » : une caractérisation à laquelle les déclarations officielles sur les deux engagements envers l'Europe ont résisté.<sup>31</sup> À l'inverse, plutôt que de brandir la menace d'une escalade stratégique, y compris la possibilité d'un échange nucléaire, une stratégie de déni cherche à contrecarrer les objectifs immédiats d'un adversaire en lui imposant des pertes ou en empêchant la conquête d'une région spécifique, donnant ainsi l'impression qu'une telle action serait trop difficile. Par conséquent, dans ces deux cas, l'engagement canadien se caractérise au mieux par une stratégie de *dissuasion par le déni*. Le succès d'une telle stratégie repose sur la crédibilité de la force de dissuasion, car l'adversaire doit croire que les risques et les coûts d'une action indésirable, c'est-à-dire d'une action de guerre contre un membre de l'OTAN, sont compensés par la capacité de la force de dissuasion d'empêcher l'action ou d'infliger des coûts à l'agresseur, rendant ainsi toute action de guerre indésirable.<sup>32</sup>

Pour le Canada, le problème existentiel en tant que force de dissuasion en Lettonie est de savoir quelle force exercée constitue une dissuasion suffisamment crédible. Lorsque l'engagement allemand a commencé en 1951, le lieutenant-général Guy Simonds, chef de l'état-major général, a estimé que la « contribution du groupe-brigade était militairement insignifiante » dans le contexte d'une alliance de l'OTAN défendue principalement par la puissance de feu nucléaire américaine.<sup>33</sup> Le calcul stratégique de cette évaluation a rapidement changé, la stratégie de l'OTAN considérant les forces conventionnelles comme un moyen d'éviter le recours automatique aux armes nucléaires stratégiques. Pendant la Guerre froide, l'amélioration de la brigade canadienne est attribuable à cette stratégie. Cependant, la tension entre le commandement militaire et les gouvernements civils successifs qui étaient « convaincus que le groupe-brigade en Europe n'était rien de plus qu'un *fil-piège* pour les représailles nucléaires »[TCO] et qui l'ont doté de ressources en conséquence est un thème important de l'histoire de l'armée canadienne de l'après-guerre racontée par Kasurak. À l'inverse, les chefs en uniforme recherchaient les ressources nécessaires à une guerre conventionnelle potentiellement longue, y compris le renforcement de la brigade vers une division ou un corps d'armée dans le cadre d'une stratégie de déni.<sup>34</sup>

Ces différences de perspectives entre les chefs militaires et politiques ont posé problème. L'étude de Maloney sur la brigade regorge d'exemples montrant comment les coupes budgétaires ont paralysé les capacités de combat de la formation. Si les contraintes de ressources ont réduit les capacités de la formation, la théorie de la dissuasion n'exige pas que les forces locales combattent et gagnent en *toutes* circonstances. Au contraire, comme l'affirme Michael J. Mazaar, analyste chez RAND, la stratégie de déni « peut réussir en déployant suffisamment de forces locales pour augmenter le coût d'une attaque potentielle, pour rendre l'escalade inévitable et pour empêcher la possibilité d'un *fait accompli* à faible risque. »[TCO]<sup>35</sup> La politique de défense du Canada de 1987 articulait sa stratégie en notant que « la parité absolue en matière d'armes n'est peut-être pas nécessaire mais il reste que, plus les forces classiques sont efficaces, moins il est nécessaire de miser sur les armes nucléaires ». <sup>36</sup> Tout comme la brigade canadienne de l'OTAN a contribué à la dissuasion en veillant à ce que toute tentative des Soviétiques de s'emparer d'une partie du territoire de l'alliance soit lourdement sanctionnée, l'engagement en Lettonie n'a pas nécessairement besoin de remporter une victoire tactique absolue pour réussir dans tous les scénarios. Au contraire, le maintien d'un niveau de capacité crédible, suffisant pour infliger des coûts significatifs à l'adversaire et ainsi s'opposer à la possibilité d'une invasion et d'un effondrement rapide d'un membre de l'OTAN, peut dissuader une remise en cause de la souveraineté de la Baltique.<sup>37</sup>

En fin de compte, il est possible d'affirmer qu'il n'existe pas de réponse « correcte » à l'énigme civilo-militaire dans le cas de l'engagement de la Guerre froide. Toutefois, les professionnels militaires et les dirigeants politiques doivent veiller à ce que la brigade constitue une force de dissuasion crédible en Lettonie. Sa capacité ne peut pas diminuer au point que les alliés et les adversaires potentiels de l'OTAN la considèrent comme une force « "C" de Hong-Kong », faisant allusion au désastre de 1941 où les Japonais ont anéanti les forces du Canada et du Commonwealth qui tentaient une défense désespérée d'une périphérie alliée isolée. Certains planificateurs ont utilisé ce titre de manière sardonique pour désigner les engagements de l'armée auprès de l'OTAN à l'époque de la Guerre froide, indiquant ainsi le malaise institutionnel entourant la politique de l'époque.<sup>38</sup>

Les autres thèmes de la présente partie de l'article porteront sur l'amélioration de la crédibilité de la dissuasion tout en équilibrant la disponibilité des ressources.

### **Doctrine et structure des forces**

Pendant la Guerre froide, le Canada disposait en fait de deux armées : l'une hautement mécanisée et entraînée pour des opérations mobiles de haute intensité en Europe, et l'autre, basée au Canada, avec des brigades en sous-effectif équipées d'un mélange de véhicules de combat à roues et à chenilles. Cette bifurcation de la force de campagne a été un problème qui a poursuivi l'armée tout au long de cette période et qui est particulièrement pertinent



Le groupe de combat Forward Presence renforcé de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) - Lettonie mène l'exercice GANGSTER PRIME dans la zone d'entraînement du camp Ādaži, en Lettonie, dans le cadre de l'opération REASSURANCE, le 6 septembre 2019.

Caporal Djalma Vuong-De Ramos

pour la situation actuelle en Lettonie. Les problèmes rencontrés pendant la Guerre froide étaient attribuables à deux grands moyens : le développement doctrinal et l'équipement.

Dans son histoire du développement de la doctrine dans l'Armée de la Guerre froide, le lieutenant-colonel Andrew Godefroy soutient que ce processus a été entièrement dominé par les difficultés à concilier les problèmes liés à la conduite d'une guerre conventionnelle contre les Soviétiques en Europe et le spectre complet des conflits susceptibles de se produire sur d'autres théâtres.<sup>39</sup> Maloney présente une évaluation similaire, concluant qu'en tant que « pièce maîtresse opérationnelle » de l'armée, la brigade de l'OTAN « a conduit et influencé tous les développements de l'armée en matière de doctrine, d'entraînement, d'organisation et d'équipement. » [TCO]<sup>40</sup> En 1987, l'armée était tellement absorbée par l'engagement de l'OTAN que sa principale publication doctrinale, *Land Formations in Battle*, s'ouvrait sur une description de plusieurs pages de la menace du Pacte de Varsovie dans une guerre conventionnelle, sans aborder d'autres adversaires potentiels ou d'autres types d'opérations.<sup>41</sup> Les publications subordonnées contemporaines comprenaient des descriptions de la doctrine et des structures du Pacte de Varsovie parallèlement à chaque opération de guerre fonctionnelle liée à l'unité décrite, par exemple dans *Reconnaissance Squadron in Battle*.<sup>42</sup> De même, l'engagement du Canada à l'égard de la Lettonie sera probablement le lieu de la majeure partie de l'entraînement collectif de l'armée. Les enseignements tirés de ce théâtre serviront inévitablement à l'élaboration de la doctrine au Canada, avec le même risque de focalisation myope sur un seul adversaire et une seule géographie.

Un équipement suffisant pour soutenir les structures doctrinales de la guerre conventionnelle a posé un autre problème lors de l'engagement en Allemagne. L'histoire montre que les éléments mécanisés lourds constituent les forces de dissuasion optimales, mais l'équipement des unités de cette manière était, et reste, coûteux.<sup>43</sup> Par conséquent, la tentation d'acheter des quantités moindres d'équipements uniquement pour les formations

les plus susceptibles de les utiliser était parfois irrésistible. Par exemple, les missiles guidés antichars de première génération ont été initialement fournis au 4<sup>e</sup> GBIC au milieu des années 1960. Le char a été retiré des unités basées au Canada, et les nouveaux chars de combat principaux des années 1970 n'ont été livrés qu'à l'Allemagne.<sup>44</sup> La décision de donner la priorité à ces systèmes en Europe était tout à fait sensée à la lumière des contraintes budgétaires, mais elle a contribué à la divergence entre ce qui devenait de plus en plus deux armées. Un processus similaire a déjà commencé pour la Lettonie, avec l'acquisition de systèmes antichars et antiaériens en tant que besoins opérationnels urgents pour la nouvelle force canadienne « centrale ».<sup>45</sup>

Si l'on en croit cette expérience, l'histoire peut tourner en rond et une situation similaire à celle de la Guerre froide pourrait bientôt se répéter. Dans le domaine de l'élaboration de la doctrine, M. Godefroy estime qu'il est dangereux de laisser un seul ensemble de problèmes, comme une guerre conventionnelle en Europe, dominer les processus doctrinaux, car « l'entraînement pour le moment l'emporte souvent sur les investissements dans le développement des connaissances à long terme, même si de telles activités reviennent à laisser le cerveau prendre une pause pour que la main reste en mouvement » [TCO].<sup>46</sup> Contrairement au processus d'élaboration de la doctrine pendant la Guerre froide, l'Armée canadienne d'aujourd'hui devrait continuer à explorer toute la gamme des conflits qui pourraient survenir « demain » plutôt que de se concentrer uniquement sur les problèmes « d'aujourd'hui ».

Les réalités opérationnelles et les ressources limitées ont contraint l'armée canadienne de l'époque de la Guerre froide à créer des formations capables de s'acquitter de diverses tâches de soutien de la paix et d'aide à la puissance civile. En 1965, l'armée s'est divisée en deux, avec le 4<sup>e</sup> GBIC stationnés en Europe pour préparer une guerre conventionnelle, le 3<sup>e</sup> GBIC stationnés dans l'est du Canada pour renforcer l'Europe, et les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> GBIC affectés en tant que brigades légères aérotransportables pour une utilisation dans des environnements de moindre

intensité.<sup>47</sup> Aujourd'hui, l'armée devrait étudier la viabilité d'une division similaire de sa structure de forces en forces lourdes-moyennes stationnées en Lettonie ou destinées à la remplacer par rotation, et en forces légères affectées à d'autres éventualités. Elle doit également admettre qu'il est peu probable qu'elle puisse se procurer le matériel adéquat pour équiper de manière identique les trois brigades basées au Canada, ainsi que les forces stationnées en Lettonie. Ainsi, cette bifurcation de l'armée se produira probablement, que les structures des forces soient ou non explicitement modifiées pour la prendre en compte. Quelles que soient les décisions prises, l'armée doit veiller à ce que les unités destinées à remplacer ou à renforcer la force lettone soient équipées pour, au minimum, s'entraîner au Canada et disposer d'une létalité et d'une capacité de survie suffisantes en cas de déploiement.

### ***Soutien fourni par le pays hôte***

La crédibilité de la brigade canadienne basée en Allemagne reposait principalement sur sa capacité à combattre sur le théâtre européen de haute intensité; cependant, en tant que formation relativement petite dans un environnement multinational, cette capacité reposait en partie sur le soutien fourni par le pays hôte (PH). Située en première ligne de tout conflit potentiel, la République fédérale d'Allemagne a mis en place un système de soutien militaire et civil très développé pour les forces de l'OTAN stationnées sur son territoire. Dans les années 1980, le commandement territorial allemand était explicitement responsable d'un large éventail de services essentiels : transport ferroviaire, réparation des routes et des ponts, services publics et transports réquisitionnés, sécurité de la zone arrière, contrôle des mouvements de réfugiés, reconnaissance chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN), contrôle des prisonniers de guerre et fourniture d'hôpitaux aux forces alliées.<sup>48</sup> Ces capacités, dont le personnel est essentiellement constitué d'anciens appelés du contingent allemand en réserve après leur service obligatoire, sont essentielles pour permettre au 4<sup>e</sup> GBMC d'être efficace en cas de guerre. Bien que la brigade ait demandé beaucoup de soutien au maintien en puissance à partir du Canada, si elle avait été obligée de fournir ces services en plus de la grande variété de missions du PH, ses effectifs limités auraient été dissipés dans des fonctions non liées au combat, ce qui aurait réduit sa valeur dissuasive.

La brigade dirigée par le Canada en Lettonie suscitera une demande similaire pour la plupart ou l'ensemble des fonctions susmentionnées, que le commandement territorial du PH a remplies pendant la Guerre froide. Si la feuille de route promulguée publiquement par les gouvernements canadien et letton souligne l'engagement du PH à développer des capacités de défense aérienne à moyenne portée, d'artillerie à roquettes et de défense côtière, qui fourniront un soutien au combat aux forces alliées dans le pays, des travaux sont nécessaires pour développer de nombreuses capacités de soutien des services.<sup>49</sup> Avec la mise en place de la conscription en Lettonie,<sup>50</sup> le Canada

devrait fortement encourager et aider la Lettonie à développer des forces territoriales axées principalement sur les tâches de soutien essentielles que le commandement territorial allemand a fournies au 4<sup>e</sup> GBMC pendant la Guerre froide. Au fur et à mesure que les conscrits terminent leur service, des unités territoriales dotées de responsabilités précises en matière de soutien au PH devraient être formées, ce qui permettrait à la brigade multinationale en Lettonie d'être composée principalement de troupes de combat des nations contributrices. Une telle utilisation du personnel de réserve s'inscrirait parfaitement dans le concept de « défense globale » exploré par de nombreux petits pays de la région, comme le souligne la chercheuse lettone Ieva Berzina.<sup>51</sup> D'autres commentateurs lettons, dont Tom Rostocks, ont noté que les coûts d'un soutien accru au PH entreraient inévitablement en concurrence avec l'amélioration de la capacité de combat lettone, mais ils concluent que la présence des troupes de l'OTAN constitue une telle priorité que de nouveaux investissements sont justifiés « en dépit des coûts de renonciation ».<sup>52</sup>

### ***Défis en matière de maintien en puissance***

La discussion sur le soutien du PH soulève la question du maintien en puissance, qui figure parmi les défis les plus importants pour les forces basées autant en Allemagne qu'en Lettonie. Dans le domaine de l'approvisionnement, la brigade de la Guerre froide a d'abord nécessité la création d'une zone de communication propre au Canada, générant une chaîne allant des ports canadiens, en passant par Anvers, aux organisations canadiennes de maintien en puissance de troisième ligne, jusqu'à ses bases dans le nord de l'Allemagne.<sup>53</sup> En 1978, la situation était telle que le Canada disposait de moins de sept jours de munitions antichars et de chars de combat, au lieu des 30 jours de stocks exigés par l'OTAN sur le théâtre d'opérations en raison du déclin du réalisme de l'appareil du maintien en puissance.<sup>54</sup> Pire encore d'un point de vue professionnel, Maloney affirme que la brigade de cette période s'est engagée dans une planification « illusoire » du maintien en puissance à la guerre jusqu'à ce qu'un exercice logistique de 1983 révèle les failles de ces hypothèses.<sup>55</sup> Par conséquent, des efforts considérables ont été déployés pendant le reste de la décennie pour recréer une chaîne de maintien en puissance canadienne plus viable, y compris des chaînes de soutien logistique, médical et personnel de troisième ligne.<sup>56</sup>

Compte tenu de ce précédent historique, la formation canadienne basée en Lettonie doit se garder de toute pensée magique en matière de maintien en puissance. Contrairement à un exercice au Canada, où certaines réalités logistiques peuvent être mises de côté pour atteindre des objectifs de formation précis, les plans opérationnels en Lettonie doivent rester ancrés dans les réalités de la situation. Par exemple, il ne serait pas judicieux de s'entraîner et de planifier les dépenses de munitions d'artillerie prévues par la doctrine si les stocks sur le site d'opérations ne sont pas suffisants, s'il n'existe pas de lignes d'approvisionnement permettant d'acheminer davantage de

munitions en cas de besoin et si de nouvelles munitions ne sont même pas produites.<sup>57</sup>

Contrairement au 4<sup>e</sup> GBMC, la situation en matière d'approvisionnement de la brigade dirigée par le Canada en Lettonie est encore compliquée par sa composition extrêmement diversifiée : au moins dix pays de l'OTAN contribuent actuellement à la mission. Ce niveau de multinationalisme au niveau de l'unité était inédit pendant la Guerre froide, de nombreux commentateurs contemporains affirmant que le mélange de formations nationales, même au niveau de la division ou du corps d'armée, créerait un « mélange tactique » inefficace et que, par conséquent, « le niveau auquel l'interopérabilité devrait être pratiquée n'est jamais assez élevé. » [TCO]<sup>58</sup> En tant qu'ancien membre de la compagnie de soutien au combat du GB de l'eFP en Lettonie, l'auteur peut personnellement témoigner de la complexité du maintien en puissance d'une unité multinationale de ce type à une échelle relativement petite : chaque nation apporte des équipements, des munitions et des rations sur mesure pour eux qui doivent être soutenus par des lignes d'approvisionnement individuelles utilisant des doctrines nationales de maintien en puissance parfois contradictoires.<sup>59</sup> Toutefois, le « groupement tactique le plus multinational jamais constitué dans le contexte de l'OTAN » a fait des progrès considérables pour atténuer les défis posés par le multinationalisme, que la brigade dirigée par le Canada poursuivra sans aucun doute.<sup>60</sup> Néanmoins, en tant que nation-cadre, le Canada devrait prendre l'initiative d'encourager l'interchangeabilité au sein de la brigade en prenant des mesures pour limiter la diversité des munitions et de l'équipement, notamment en encourageant des unités plus homogènes dans la mesure du possible. Ces efforts sont essentiels pour assurer la crédibilité de la brigade et éviter qu'elle ne devienne la formation « Frankenstein » décrite par certains commentateurs de l'eFP.<sup>61</sup>

En Allemagne, l'état-major de la brigade a consacré beaucoup d'efforts à la planification du maintien en puissance du personnel en temps de guerre. Deux formes principales de planification ont été utilisées : la planification des renforts et la planification du remplacement des pertes. Le plan d'opération (OPLAN) PENDANT, qui prévoyait en 1979 l'utilisation du transport aérien civil pour acheminer 2 347 soldats de renforts en Allemagne afin d'ajouter deux compagnies de fusiliers, un troisième escadron de chars et une quatrième batterie d'artillerie, a permis de répondre à la première question.<sup>62</sup> Le plan de remplacement des pertes qui l'accompagne, OPLAN BARBET, a été conçu pour apporter 938 soldats de remplacement au cours des 30 premiers jours d'un conflit.<sup>63</sup> Ces plans ont été mis en œuvre occasionnellement tout au long de la Guerre froide. En 1964, la brigade a utilisé BARBET pour localiser 77 remplaçants de spécialistes critiques au Canada, qui ont ensuite été acheminés par avion sur le théâtre des opérations. En 1987, PENDANT a été mis en œuvre pour amener 653 soldats de renforts en Allemagne dans le cadre d'un exercice important.<sup>64</sup> Plus important encore, les plans de renforcement étaient un moyen pour le gouvernement canadien de signaler sa

détermination stratégique en cas de tensions accrues. Pendant la crise de Berlin en 1961, 1 100 soldats ont été envoyés en Allemagne par avion pour consolider la force de frappe du 4<sup>e</sup> GBIC.<sup>65</sup>

Les planificateurs actuels de l'Armée devraient prendre note des plans de renforcement et de remplacement des pertes susmentionnés, qui constituent un aspect essentiel de la stratégie globale de dissuasion par le déni. Plus précisément, un bassin de remplacement individuel devrait être créé dans le système d'affectation, de planification et d'opérations des Forces canadiennes, avec suffisamment de personnel pour remplacer les pertes modérées dans une fenêtre de planification raisonnable. Ce système devrait être mis à l'épreuve périodiquement et tous les pays contributeurs devraient exiger un système similaire. En ce qui concerne les renforts, la feuille de route de la brigade publiée par les gouvernements du PH et du Canada engage le Canada à fournir des « renforts basés au Canada » [TCO].<sup>66</sup> Comme pour le PENDANT, ces forces devraient comprendre des éléments formés pour ajouter des capacités clés ou renforcer celles qui existent déjà. Toutefois, pour garantir la crédibilité de ces plans de renforcement, les éléments établis doivent constituer une tâche durable plutôt qu'un accord ad hoc, de sorte que l'équipement et les réserves appropriés puissent être stockés sur le théâtre.

Le maintien de 2 200 soldats stationnés en Lettonie, auquel s'ajoute le besoin réel de remplacements et d'éléments de renfort, peut détourner une partie importante du personnel des FAC vers des tâches opérationnelles. Une évaluation honnête au sein de l'armée canadienne et du Commandement des opérations inter-armées du Canada (COIC) pourrait révéler une vérité gênante : les FAC sont confrontées à des tensions opérationnelles que la tâche de la brigade lettone a aggravées, peut-être au-delà du point où elles peuvent être maintenues indéfiniment en l'absence d'une réforme significative ou d'une injection de ressources. Certains commentateurs, y compris parmi les hôtes lettons du Canada, ont déjà remis en question la faisabilité de l'engagement actuel de personnel, notant que cela « pourrait compromettre la qualité de la contribution du Canada » [TCO].<sup>67</sup> En n'établissant pas de tels plans, on risque de signaler involontairement aux alliés et aux adversaires que la brigade dirigée par le Canada en Lettonie n'est qu'une force de *fil-piège* symbolique et qu'elle ne fait pas partie d'une stratégie globale de l'Alliance de dissuasion par déni.

### **Recrutement et maintien de l'effectif**

Même sans prendre les mesures militairement responsables de constituer des bassins de renforcement et de remplacement, les 2 200 soldats engagés de façon permanente en Lettonie risquent de peser lourdement sur les effectifs des FAC, dont le ministre de la Défense nationale a déjà dit qu'ils se trouvaient dans une « spirale de la mort » [TCO].<sup>68</sup> La crédibilité de la dissuasion passe par la garantie d'un flux suffisant de personnel sur le théâtre et dans les bases canadiennes; le recrutement et le maintien de l'effectif doivent donc rester des priorités absolues. Bien que l'engagement envers l'Allemagne ait eu lieu dans un contexte sociétal

Comme nous l'avons vu, l'engagement initial en Allemagne en 1951 a mis à rude épreuve les ressources en personnel de l'armée d'une manière bien plus grave que le problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui : la dotation en personnel de la brigade pour l'Allemagne a nécessité un quasi triplement de l'effectif global de l'armée. Bien que la brigade soit censée être basée sur les réserves, seuls 1 681 enrôlés proviennent des unités de réserve elles-mêmes, ce qui était décevant. De nouvelles méthodes d'enrôlement ont été utilisées pour attirer des recrues civiles afin de pourvoir le reste des 6 525 postes initiaux.<sup>69</sup> La plupart de ces recrues ont été attirées par ce que le général Charles Foulkes, président du comité des chefs d'état-major, a appelé le parcours d'engagement du « soldat de fortune », dans lequel les individus étaient enrôlés pour une période de service courte (deux ans) avec l'accord explicite qu'une année de leur engagement serait passée à l'étranger au sein de la brigade basée en Allemagne.<sup>70</sup> Cette option d'inscription unique a été accompagnée d'une campagne publicitaire nationale agressive dans la presse et à la radio, ciblant explicitement les civils intéressés par le service à l'étranger.<sup>71</sup>

[illegible]

Malgré 70 ans d'écart, les préoccupations et les motivations des soldats d'aujourd'hui (et des soldats potentiels) ont des points communs avec ceux qui ont rempli le 27<sup>e</sup> GBIC. La Lettonie offrant une expérience à l'étranger tout aussi attrayante, l'armée devrait envisager de mettre en avant le service sur ce théâtre dans ses futurs efforts de recrutement. En outre, tout comme des méthodes d'enrôlement spécifiques à l'Allemagne ont été utilisées pour remplir les rangs du 27<sup>e</sup> GBIC, l'Armée devrait envisager de créer un service de courte durée spécifique à la Lettonie, dans le cadre duquel les recrues pourraient s'enrôler, être formées et se voir garantir un poste dans la brigade de l'OTAN pour une période déterminée. Toutefois, un programme de service court doit être abordé avec prudence, comme cela a été le cas dans les années 1950 : le personnel en service court impose des coûts de formation supplémentaires à l'institution si un nombre suffisant d'entre eux ne sont pas convaincus de rester dans les forces après leur période d'engagement initial. Cela dit, l'augmentation de la demande de personnel en Lettonie pourrait valoir les dépenses de ressources nécessaires. L'ampleur de l'engagement de la Lettonie devrait, au minimum, amener l'Armée canadienne et le Commandement du personnel militaire à examiner si les plans de recrutement existants sont suffisants pour répondre à la demande opérationnelle.

72

Depuis 2017, l'engagement en Lettonie est basé sur un modèle de rotation de six mois et, à l'exception du personnel du quartier général de la Force opérationnelle en Lettonie affecté en permanence, les personnes à charge ne sont pas autorisées. Compte tenu de son expérience en Allemagne, l'armée peut s'attendre à ce que la politique actuelle, qui se résume à des affectations répétées à l'étranger sans accompagnement, devienne une source d'insatisfaction pour son personnel. Par conséquent, l'armée devrait examiner sérieusement les possibilités de transformer progressivement la majeure partie des 2 200 postes de soldats en mutations permanentes avec des personnes à charge autorisées. L'augmentation des coûts ne serait pas négligeable : des déménagements financés, des logements, des écoles et d'autres services de base seraient nécessaires, sans parler de ce qu'un commandant du 4<sup>e</sup> GBIC a appelé « l'obligation morale » [TCO] de maintenir un plan réaliste d'évacuation des personnes à charge en cas de guerre.<sup>76</sup> Malgré ces défis, les inconvénients historiques du maintien d'un modèle de rotation risquent de resurgir si aucune mesure n'est prise.

En outre, d'un point de vue opérationnel, le maintien de deux rotations semestrielles de 2 200 soldats dans le cadre du modèle actuel nécessitera un engagement annuel de 4 400 personnes, qu'une force stationnée en permanence réduirait de moitié. Ces économies sur les dépenses de personnel ont contribué à la recommandation du récent rapport du Centre d'études stratégiques et internationales visant à transformer les brigades rotatives de l'armée américaine en Europe en formations permanentes.<sup>77</sup> Les coûts cachés de l'enfermement de l'Armée dans un modèle de rotation à haute cadence peuvent avoir des conséquences au-delà du maintien en poste du personnel : une enquête récente du *Army Times* a révélé que les soldats américains affectés à des rotations répétées en Europe étaient trois fois plus susceptibles de se suicider que la population générale de l'armée américaine, un bataillon déployé à plusieurs reprises ayant perdu six soldats en l'espace de 14 mois seulement.<sup>78</sup> Cette étude a permis de cibler des risques particuliers liés à la communauté du personnel des blindés. Leur faible densité dans la structure des forces de l'armée ne reflétait pas la forte demande pour leurs unités dans le cadre des déploiements internationaux par rotation. De même, la mission en Lettonie est susceptible de faire appel de manière disproportionnée à des unités spécifiques et à des métiers spécialisés, ce qui pourrait avoir des conséquences similaires. Le risque pour la santé mentale de nos soldats devrait suffire à elle seule à justifier une enquête sur les avantages des mutations par rapport à un modèle de rotation.

## CONCLUSION

Un aspect de l'expérience canadienne en Allemagne qui n'a pas été pris en compte ici est la difficulté pour le Canada de s'extraire de l'engagement européen. Même après la fin de la crise du début des années 1950, qui avait déclenché la création de la brigade, les nombreux efforts visant à réduire, reformuler ou retirer ses forces terrestres se sont heurtés à une forte résistance de la part des autres membres de l'Alliance. Même la décision relativement modeste prise par le gouvernement en 1969 de déplacer ses forces du nord au centre de l'Allemagne et la réduction des forces qui l'accompagne ont conduit un ambassadeur de l'OTAN à « fondre en larmes » [TCO] et ont réduit les dirigeants militaires de l'OTAN à une « quasi-apoplexie » [TCO]. Un fonctionnaire a qualifié cette décision de « catastrophe nationale. » [TCO]<sup>79</sup> Seuls les événements bouleversants qui ont conduit à l'effondrement du communisme européen ont permis au Canada de retirer ses forces d'Europe. L'engagement letton est confronté à une situation similaire, qui pourrait durer bien plus longtemps que ce qui avait été imaginé lors de la création du GB de l'eFP en 2017. Les Forces armées canadiennes doivent rester conscientes qu'un engagement apparemment à court terme pourrait rapidement devenir un engagement générationnel, et planifier en conséquence.

L'expérience antérieure du Canada dans le cadre d'une mission de dissuasion similaire en Allemagne a servi de base à l'examen de certains des défis posés par la Lettonie. Toutefois, les recommandations proposées ici ne constituent pas des plans d'action complets. Il ne faut pas oublier que les contextes historiques des deux engagements sont différents et que l'extrapolation directe d'une « solution allemande » peut ne pas s'appliquer à la Lettonie. Cela dit, l'ensemble ou une partie des sections couvertes dans la deuxième partie du présent article méritent d'être examinées en détail par des individus ou des décideurs militaires. Le long déploiement d'une brigade en Europe pendant la Guerre froide a impliqué plus de 100 000 militaires et leurs familles et peut, avec le recul, être considéré comme une contribution positive aux efforts de l'Alliance visant à dissuader un adversaire agressif et à prévenir l'escalade ultime vers la guerre.<sup>80</sup> Une persévérance similaire de la part de des FAC actuelles, bénéficiant peut-être de l'expérience historique, peut renforcer notre optimisme quant au fait que le stationnement d'une brigade dirigée par le Canada en Lettonie contribuera de manière positive à la conclusion réussie d'une deuxième guerre sans batailles.

## Notes

- 1 OTAN, « Présence militaire de l'OTAN dans la partie orientale du territoire de l'Alliance », *OTAN* (8 décembre 2023), [https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics\\_136388.htm?selectedLocale=fr](https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_136388.htm?selectedLocale=fr) (consulté le 20 mars 2024).
- 2 Ministère de la Défense nationale, *Notre Nord, fort et libre* (2024), 5. Tiré de: <https://www.canada.ca/content/dam/dnd-mdn/documents/corporate/reports-publications/2024/nord-fort-libre-2024-v2.pdf>
- 3 Bien que le Canada ait également engagé des éléments aériens dans la mission de dissuasion européenne, le présent article met l'accent sur les forces terrestres et les éléments aériens directement rattachés et ne fait référence à la mission distincte de l'Aviation royale canadienne que lorsque cela est nécessaire à l'examen des changements apportés à la brigade terrestre.
- 4 Les forces terrestres du Canada ont connu plusieurs changements de titre au cours de la période couverte par le présent article : « Armée canadienne » en 1950, « Commandement de la force mobile » ou simplement « Force mobile » après l'unification, « Commandement de la Force terrestre » après la fin de la Guerre froide et « Armée canadienne » à nouveau en 2011. Dans un souci de simplicité, le présent article utilisera le terme « Armée canadienne » pour désigner les forces terrestres du Canada, quel que soit leur titre officiel à l'époque, un procédé également adopté par d'autres historiens de l'institution tout au long de cette période. Voir Peter Kasurak, *A National Force : The Evolution of Canada's Army, 1950-2000* (Vancouver : University of British Columbia Press, 2013), 3.
- 5 Sean Maloney, *Au coeur d'une guerre sans combat. La brigade canadienne de l'OTAN en Allemagne, 1951-1993* (Whitby, ON : McGraw-Ryerson Ltd., 1997), 18.
- 6 R.B. Oglesby, rapport n° 51 : 27<sup>th</sup> Canadian Infantry Brigade Group, février 1951 - mai 1952 (Section historique, Quartier général de l'Armée canadienne, 1952), 7.
- 7 Maloney, 17.
- 8 D.J. Goodspeed, rapport n° 93 : The Canadian Army, 1950-55 : part I : Canadian defence policy (Section historique, Quartier général de l'Armée canadienne, 1961), 22.
- 9 Oglesby, 15.
- 10 Maloney, 22-23.
- 11 Goodspeed, 23-28.
- 12 Maloney, 62.
- 13 Oglesby, 4.
- 14 Maloney, 74.
- 15 *Ibid.*, 75.
- 16 *Ibid.*, 131 et 148.
- 17 *Ibid.* 130, 148, 165 et 191.
- 18 *Ibid.*, 191 et 224.
- 19 *Ibid.*, 141.
- 20 *Ibid.*, 234.
- 21 La brigade a également été rebaptisée « 4 Canadian Mechanized Battle Group » *Ibid.* 235-237 et 240.
- 22 Kasurak, 125-132.
- 23 Maloney, 243.
- 24 *Ibid.*, 292.
- 25 *Ibid.*, 400.
- 26 Kasurak, 210.
- 27 *Ibid.* 252-254.
- 28 Maloney, 484-485.
- 29 *Notre Nord, fort et libre*, 6.
- 30 Michael J. Mazaar, *Understanding Deterrence* (Santa Monica, CA : RAND Corporation, 2018), 2.
- 31 Pour une discussion sur les forces de dissuasion « fil-piège » par rapport aux forces de dissuasion plus robustes, voir Wesley Clark et al, *Closing NATO's Baltic Gap* (Tallinn : International Centre for Defence and Security, 2016), 21-22.
- 32 *Ibid.* 9-10.
- 33 Goodspeed, 27.
- 34 Kasurak, 12.
- 35 Mazaar, 6.
- 36 Canada, ministère de la Défense nationale, *Défis et engagements : une politique de défense pour le Canada* (Centre d'édition du gouvernement canadien, 1987), 20.
- 37 Pour une discussion sur le taux de réussite historiquement élevé des invasions de *type fait accompli* au 20<sup>e</sup> siècle, voir Dan Altman, « By Fait Accompli, Not Coercion: How States Wrest Territory from Their Adversaries », *International Studies Quarterly* 61.4 (décembre 2017).
- 38 Maloney, 293.
- 39 Andrew B Godefroy, *In Peace Prepared: Innovation and Adaptation in Canada's Cold War Army* (Vancouver : University of British Columbia Press, 2014), 184.
- 40 Maloney, 494.
- 41 Canada, ministère de la Défense, B-GL-301-001/FP-001, *Land Formations in Battle*, (27 novembre 1987), chapitre 1, section 2.
- 42 Canada, ministère de la Défense, B-GL-305-002/FT-001 (CFP 305 (2), *Armour, Volume II : The Reconnaissance Squadron in Battle*, (9 février 1979).
- 43 En ce qui concerne les forces lourdes en tant que forces de dissuasion idéales, voir Bryan Frederick et al, *Understanding the Deterrent Impact of U.S. Overseas Forces* (Santa Monica, CA : RAND Corporation, 2020), [https://www.rand.org/pubs/research\\_reports/RR2533.html](https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR2533.html) (consulté le 1<sup>er</sup> mai 2024), xvii.
- 44 Maloney, 191, et 320-321.
- 45 David Puglise, « Canadian NATO Troops in Latvia Get Air-Defense, Anti-Tank Upgrades » *Defense News* (15 février 2024) <https://www.defensenews.com/global/europe/2024/02/15/canadian-nato-troops-in-latvia-get-air-defense-anti-tank-upgrades/> (consulté le 28 mars 2024).
- 46 Godefroy, 216.
- 47 Maloney, 189.
- 48 *Ibid.*, 298.
- 49 Défense nationale, Feuille de route - Transformation en brigade du groupement tactique de la présence avancée renforcée (PAR) en Lettonie (10 juillet 2023). <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2023/07/feuille-de-route-transformation-en-brigade-du-groupement-tactique-de-la-presence-avancee-renforcee-par-en-lettonie.html> (consulté le 28 mars 2024).
- 50 *Ibid.*
- 51 Ieva Berzina, « From 'Total' to 'Comprehensive' National Defence: The Development of the Concept in Europe », *Journal on Baltic Security* 6.2 (2020) : 1-9.
- 52 Tom Rostocks, « Latvia as Host Nation », dans *Lessons from Enhanced Forward Presence, 2017-2020*, édité par Alexander Lanoszka et al, (Collège de défense de l'OTAN, 2020), 58.
- 53 Maloney, 56-57.
- 54 Kasurak, 188.
- 55 Maloney 412-413.
- 56 Pour la décision du gouvernement de remédier à ces graves lacunes en matière de soutien, voir *Défis et engagements*, 62.
- 57 Murray Brewster, « As allies scramble to supply Ukraine, Canada still has no deal to ramp up munitions production », *CBC News* (20 février 2024) <https://www.cbc.ca/news/politics/ukraine-munitions-canada-artillery-1.7118004> (consulté le 28 mars 2024).
- 58 John A. English, *Marching Through Chaos: The Descent of Armies in Theory and Practice* (Westport, Connecticut : Praeger, 1996), 160.
- 59 L'auteur a été commandant adjoint de la compagnie de SLC de janvier à juillet 2020.
- 60 Christian Leuprecht et al, « Canada as a Framework Nation », in *Lessons from Enhanced Forward Presence, 2017-2020*, édité par Alexander Lanoszka et al, (Collège de défense de l'OTAN, 2020), 48.
- 61 Clark et al, 22.
- 62 Maloney, 292.
- 63 *Ibid.*, 293 et 410.
- 64 Maloney, 210 et 421.
- 65 Godefroy, 172.
- 66 Défense nationale, feuille de route.
- 67 Toms Rostocks et Alexander Lanoszka, « Success Assured: Appraising the Canadian-led Enhanced Forward Presence Battlegroup in Latvia », *Macdonald-Laurier Institute* (2024) : 21, <https://macdonaldlaurier.ca/success-assured-canada-latvia-enhanced-forward-presence-battlegroup-toms-rostoks-alexander-lanoszka/> (consulté en août 2024).
- 68 Murray Brewster, « As Bill Blair ramps up his warnings about the state of military, Trudeau sticks to his script », *CBC News* (8 mars 2024) <https://www.cbc.ca/news/politics/bill-blair-trudeau-canadian-armed-forces-readiness-1.7137369> (consulté le 28 mars 2024).
- 69 Oglesby, 7.
- 70 Goodspeed, 22.
- 71 Oglesby, 5.
- 72 Goodspeed, 22.
- 73 Goodspeed, 28.
- 74 Maloney, 52.
- 75 Goodspeed, 29.
- 76 Maloney, 162.
- 77 Seth G. Jones et al, *Forward Defence : Strengthening U.S. Posture in Europe* (Washington : Centre for Strategic and Intentional Studies, 2024), 71.
- 78 Davis Winkie, « Broken Track: Suicides and Suffering in Army's Exhausted Armor Community », *Army Times* (11 mars 2024), <https://www.armytimes.com/news/your-army/2024/03/11/broken-track-suicides-suffering-in-armys-exhausted-armor-community/> (consulté le 27 mars 2024).
- 79 Kasurak, 120-121 et Maloney 242-243.
- 80 Maloney, xxxiii.